- - -

Madame, Monsieur,

Le projet de réforme des retraites débattu au Parlement suscite un profond mécontentement de la population, comme le prouvent toutes les enquêtes d’opinion et les mobilisations massives qui ont eu lieu depuis le 19 janvier.

Cette réforme est à la fois injuste et brutale. Injuste car elle va peser sur les salarié·es, notamment les plus précaires et celles et ceux qui ont eu une vie professionnelle incomplète. C’est le cas pour une majorité de femmes. Brutale car elle va s’appliquer rapidement et reporter le départ de salarié·es qui s’étaient déjà projeté·es sur leur retraite.

Cette réforme n’est pas nécessaire. L’allongement de la durée de cotisation et le report de l’âge de départ à la retraite à 64 ans ne sont pas justifiés. Les déficits annoncés seront très limités ; ils pourraient être facilement comblés. Mais le gouvernement refuse d’envisager d’autres solutions qui sont pourtant possibles : fin des exonérations des cotisations sociales, taxation des superprofits, suppression des inégalités salariales entre les hommes et les femmes, lutte contre la fraude fiscale. Une autre répartition des richesses est nécessaire.

Grâce à notre système de retraites basé sur la solidarité entre les générations, l’espérance de vie de la population a augmenté et le taux de pauvreté des retraité·es a fortement diminué. C’est ce système de retraites, qui a fait ses preuves, que nous voulons préserver. Notre régime de retraite par répartition et les droits acquis par les salarié·es et les retraité·es doivent être défendus.

C’est pourquoi **nous serons** **en grève le mardi 7 mars** à l’appel de toutes les organisations syndicales pour « durcir le mouvement face à la surdité du gouvernement » pour faire renoncer le gouvernement.

En comptant sur votre soutien et en espérant vous croiser à nos côtés à la manifestation,

L’équipe enseignante